

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 852

29 avril 2011

SOMMAIRE

3P Condor Management S.à r.l.	40873	LogAxes Investment Properties S.à r.l. ..	40872
Cavagwam S.à r.l.	40879	Maidford Finance S.A.	40889
CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l.	40852	Manageco S.A.	40878
Chilled Foods S.A.	40850	Mangaroca S.A.	40889
Eleonora Holding S.A.	40890	Marienplatz	40878
IPIM S.à r.l.	40852	Matmax Motor S.à r.l.	40889
Isa's Second Hand S.à r.l.	40852	Mediplan G.m.b.H.	40889
Junior Properties S.A.	40852	Mettymedia S.à r.l.	40890
Junior Properties S.A.	40856	Miroglio Apparel S.A.	40890
KB24 Investments AG	40856	Miroglio Apparel S.A.	40890
Keyrights International Holding S.A.	40857	Miroglio Finance Services S.A.	40894
Kudelski Financial Services Holding S.C.A.	40862	Miroglio Finance Services S.A.	40894
Kung S.A.	40862	Miroglio Spinning S.A.	40894
Kung S.A.	40862	Miroglio Spinning S.A.	40894
Le Coffre Fort	40873	Miroglio Textiles S.A.	40896
Lester Holding S.A.	40873	Module S.A.	40896
Lester Holding S.A.	40877	Paddock Fund Administration S.A.	40895
Lester Holding S.A.	40873	Prize Holdings 2 S.à r.l.	40896
Limbecker Strasse Holding S.à r.l.	40878	Renaissance Acquisitions S.à r.l.	40857
L-Invest Holding S.A.	40867	Sevens Investment S.à r.l.	40863
L-Invest Holding S.A.	40867	Sun Life (Luxembourg) Finance No. 1 Sàrl	40867
L-Invest Holding S.A.	40867	Terra Vital	40850

Chilled Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.852.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 9 mars 2011

Le Conseil d'Administration de la société a accepté la démission avec effet au 14 février 2011 de M. Brian McMahon et a nommé en son remplacement en qualité d'Administrateur de catégorie A, avec effet au 14 février 2011, M. Robert Quinn, employé privé, né le 8 mai 1977 in Stockton on Tees, (England), résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

M. Robert Quinn terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de l'an 2014.

Le conseil d'Administration de la société se compose dorénavant comme suit:

- Mr Andreas Demmel, Administrateur de Catégorie A;
- Mr Robert Quinn, Administrateur de Catégorie A;
- Mr John Patrick Burke, Administrateur de Catégorie B;
- Mr Liam James Dowd, Administrateur de Catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011038241/23.

(110041738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Terra Vital, Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 132.285.

—
L'an deux mille dix, le seize décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire, résidant à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «TERRA VITAL», ayant son siège social à L-7535 Mersch, 29, rue de la Gare, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 132.285, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 septembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2353 du 19 octobre 2007, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 novembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2939 du 18 décembre 2007.

L'assemblée est présidée par Yves Scharlé, gérant, demeurant professionnellement à L-7540 Rollingen, 113, rue de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

L'assemblée choisit comme scrutateur Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- changement de la valeur nominale des actions de 310,- EUR à 100,- EUR.

- augmenter le capital social à concurrence de 300.000,- EUR pour porter le capital actuel à 331.000,- EUR par la création de 3.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100,- EUR chacune.

- souscription et libération des actions nouvelles par incorporation de la créance que la société OBE CONCEPT S.A. a envers la société TERRA VITAL au 30.06.2010.

- modification de l'article 3 des statuts.

- divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée décide de changer la valeur nominale des actions de 310,- EUR (trois cent dix euros) à 100,- EUR (cent euros) chacune, de sorte que le capital de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) sera représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de EUR 300.000,- EUR (trois cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 331.000,- (trois cent trente et un mille euros) par l'émission de 3.000 (trois mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Libération

L'actionnaire unique, OBE CONCEPT S.A., ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Yves Scharlé, prénommé, en vertu d'une procuration ci-annexée, déclare souscrire les 3.000 (trois mille) actions nouvelles et les libérer intégralement par la conversion en capital d'une partie d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'actionnaire à l'encontre de la société, à concurrence d'un montant de EUR 300.000,-.

L'existence de ladite créance a été justifiée au notaire instrumentant dans un rapport établi par Marco Ries, Réviseur d'Entreprises, demeurant à Luxembourg, le 6 décembre 2010 qui conclut comme suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Ledit rapport restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Troisième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à TROIS CENT TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 331.000,-) divisé en 3.310 (trois mille trois cent dix) actions de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.»

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ EUR 2.000,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Y. SCHARLÉ, A. SIEBENALER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58637. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011018516/85.

(110022257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2011.

IPIM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 150.618.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011039176/11.

(110043924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Isa's Second Hand S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7432 Gosseldange, 18B, route de Schoenfels.

R.C.S. Luxembourg B 137.948.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 09 février 2011 que:

Le siège social est transféré du 35, route Principale, L-7450 Lintgen au 18b, route de Schoenfels, L-7432 Gosseldange.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011039177/11.

(110043840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Junior Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.033.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2011039187/11.

(110043323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 158.741.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendelf, am ersten Februar;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

IST ERSCHIENEN:

CENTRUM Beteiligungsgesellschaft mbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter Nummer HRB 60497 und mit Sitz in Kaistrasse 8a, D-40221 Düsseldorf,

hier vertreten durch Herrn Marc-Oliver SCHARWATH, Rechtsanwalt, geschäftlich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, aufgrund einer ihm ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht.

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung "ne varietur" durch den Vertreter der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, als Anlage beigefügt, um mit der Urkunde hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l. (nachstehend die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb, das Halten, Finanzieren, Refinanzieren, Vermieten, Veräußern oder anderweitige Handeln mit und im Rahmen von in erster Linie in Deutschland gelegenen gewerblichen Immobilien-Projekten, sowie jede weitere, auf Gewinnerzielung gerichtete und vom Gesetz über Handelsgesellschaften erlaubte Geschäftstätigkeit.

In diesem Zusammenhang, kann die Gesellschaft Beteiligungen jeder Art an in und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, oder Wertpapiere jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise erwerben, Wertpapiere jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise übertragen sowie für die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios Sorge tragen.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise - wie etwa durch die Erbringung von Beratungsleistungen - unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuld- bzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundertfünfundzwanzig (125) Anteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Handelsgesellschaften geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter können die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und im Übereinstimmung mit unter den Voraussetzungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod noch Geschäftsunfähigkeit, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit einer ihrer Gesellschafter, oder irgendein ähnliches Ereignis betreffend den Alleingesellschafter, aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihrer Amtszeit festlegt (festlegen). Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann. Sie kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden müssen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Fax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangegangenen Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder im Falle von schriftlichen Beschlüssen, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein einzelner Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der ordnungsgemäßen Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem oder den Geschäftsführer(n) erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind. Dabei dürfen die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten.

D. Beaufsichtigung der Gesellschaft

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft können der Beaufsichtigung durch einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer unterstellt sein, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung kann einen oder mehrere Rechnungsprüfer ernennen und ihre Amtszeit festlegen. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Falls die Gesellschaft zwei der drei in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Gesellschaften bestimmten Kriterien innerhalb des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraumes überschreitet, wird das Amt des satzungsgemäßen Rechnungsprüfers abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer (réviseur d'entreprise) unter den Mitgliedern des Institut des Réviseurs d'Entreprises durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gewählt, welche auch die Anzahl sowie deren Amtszeit festlegen.

E. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 18. Die Hauptversammlung der Gesellschafter hat die durch Gesetz und diese Satzung verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, verabschiedet werden.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Hauptversammlung der Gesellschafter“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen und die der Hauptversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingesellschafter ausgeübt.

F. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 24. Auf diese Satzung sollen die Gesetze Luxemburgs Anwendung finden, nach welchen sie errichtet und ausgelegt werden soll.

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung geregelt.

Zeichnung und Zahlung der Anteile

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

CENTRUM Beteiligungsgesellschaft mbH, vorbenannt	125 Anteile
Gesamt:	125 Anteile

Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.

Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. tausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Hauptversammlung der Gesellschafter

Der Gesellschafter, das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertretend, hat unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.
- Als Geschäftsführer der Gesellschaft werden auf unbestimmte Zeit bestellt:
 - Herr Uwe REPPEGATHER, geboren am 5. Oktober 1964, in Hilden (Deutschland), ansässig in Kaistrasse 8a, D-40221 Düsseldorf, und
 - Herr Mario WARNY, geboren am 22. September 1973 in Sankt Vith (Belgien), geschäftlich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienen Partei, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienen Partei unterzeichnet worden.

Signé: M-O. SCHARWATH, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 février 2011. LAC/2011/5656. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011020920/216.

(110025151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Junior Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.033.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2011039188/11.

(110043324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

KB24 Investments AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1858 Luxembourg, 24, rue du Kirchberg.

R.C.S. Luxembourg B 142.204.

Beschlussfassung über den Umzug der Gesellschaft

Der alleinige Verwalter beschliesst den Sitz der Aktiengesellschaft „KB24 Investments AG“, mit Wirkung zum 1. März 2011 nach 24, rue de Kirchberg, 1858 Luxembourg zu verlegen.

Luxemburg, den 4. März 2011.

Unterschrift

Der alleinige Verwalter

Référence de publication: 2011039190/13.

(110043361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Keyrights International Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 98.187.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011039191/10.

(110043978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Renaissance Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 36.862.100,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.623.

In the year two thousand and ten, on the seventeenth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Renaissance Acquisitions S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the Company). The Company was incorporated on 7 December 2010 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended or the last time on 16 December 2010 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C.

There appear,

1. RoundTable Healthcare Partners III, L.P., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Partners III),

here represented by Mr. Charles Baudouin, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal;

2. RoundTable Healthcare Investors III, L.P., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Investors III),

here represented by Mr. Charles Baudouin, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal; and

3. Knight Family Partnership, L.P., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Knight Partnership),

here represented by Mr. Charles Baudouin, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Partners III, Investors III and Knight Partnership are collectively referred to as the Shareholders.

The proxies, after having been signed *in varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated here above, request the undersigned notary to record that:

I. all of the 303,621,000 (three hundred three million six hundred and twenty-one thousand) shares with a nominal value of CAD 0.10 (ten Canadian Cents) each and representing the entirety of the share capital of the Company of CAD 30,362,100 (thirty millions three hundred sixty-two thousand and one hundred Canadian Dollars) are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, here below reproduced.

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Authorization and approval of the increase of the current share capital of the Company by an amount of CAD 6,500,000 (six million five hundred thousand Canadian Dollars), in order to bring the Company's share capital to an amount of CAD 36,862,100 (thirty-six million eight hundred sixty-two thousand and one hundred Canadian Dollars) by way of the creation and issuance of 65,000,000 (sixty-five million) new shares of the Company, having a nominal value of CAD 0.10 (ten Canadian Cents) each (the New Shares);

3. Authorization and approval of the transfer of 65,000,000 (sixty-five million) shares held by Renaissance Pharma Inc. to Confab Laboratories Inc.;

4. Subscription to and payment in kind and in cash of the share capital increase specified under item 2. above;

5. Amendment of the articles of association of the Company (the Articles) to reflect the issuance of the New Shares;

6. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes, with power and authority to the sole manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the New Shares in the share register of the Company and the registration of the changes required by the matters set out in the items above; and

7. Miscellaneous.

III. after deliberation the Meeting takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of CAD 6,500,000 (six million five hundred thousand Canadian Dollars) in order to bring the Company's share capital from its current amount of CAD 30,362,100 (thirty million three hundred sixty-two thousand and one hundred Canadian Dollars), represented by 303,621,000 (three hundred three million six hundred and twenty-one thousand) shares, each having a nominal value of CAD 0.10 (ten Cents of a Canadian Dollar), to an amount of CAD 36,862,100 (thirty-six million eight hundred sixty-two thousand and one hundred Canadian Dollars) by way of the creation and issuance of 65,000,000 (sixty-five millions) new shares of the Company, having a nominal value of CAD 0.10 (ten Canadian Cents) each (the New Shares).

Third resolution

The Meeting accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

Renaissance Pharma Inc., a company incorporated under the laws of Canada and the laws of the province of Québec, Canada, having its registered office at 370 Chemin Chambly, Suite 300, Longueuil, Québec, (Pharma),

here represented by Mr. Charles Baudouin, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal,

intervenes at the present Meeting and hereby declares to:

(i) subscribe to all the New Shares having an aggregate subscription price of CAD 6,500,000 (six million and five hundred thousand Canadian Dollars); and

(ii) pay the New Shares in full by means of a contribution in kind consisting of 6,500,000 shares of Class A held by the Company itself in the share capital of Pharma having a subscription price equal to their nominal value (the Contributed Shares).

The value of said contribution has been certified to the undersigned notary by a valuation certificate dated 17 December 2010 issued by and on behalf of Pharma and countersigned by the Company (the Certificate).

It results, inter alia, from the Certificate that:

1. the Contributed Shares are not encumbered with any pledge, there exists no rights to acquire any pledge on the Contributed Shares;

2. there exists no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Contributed Shares be transferred to him/her/it; and

3. the Contributed Shares are worth at least CAD 6,500,000 (six million and five hundred thousand Canadian Dollars).

The Certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the intervening party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The Contributed Shares are forthwith at the free disposal of the Company.

The contribution in kind made by Pharma to the Company is entirely allocated to the nominal share capital account of the Company.

As a result of the above, the Meeting records that the shareholding in the Company is from now on as follows:
SHAREHOLDERS

	NUMBER OF SHARES HELD BY EACH SHA- REHOLDER
RoundTable Healthcare Partners III L.P.	287,285,583
RoundTable Healthcare Investors III L.P.	8,896,703
Knight Family Partnership, L.P.	7,438,714
Pharma	65,000,000
Total of shares	<u>368,621,000</u>

The Meeting acknowledges that Pharma can, from now on, attend the Meeting in the capacity as a shareholder of the Company and vote on the following resolutions.

Fourth resolution

The Meeting resolves to approve and authorize the transfer by Pharma of the New Shares to Confab Laboratories Inc. in accordance with article 189 of the law of 10 August 1915 on Luxembourg commercial companies, as amended.

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the above resolutions, so that it reads henceforth as follows:

"The Company's subscribed share capital is fixed at CAD 36,862,100 (thirty-six million eight hundred sixty-two thousand and one hundred Canadian Dollars), represented by 368,621,000 (three hundred sixty-eight million six hundred and twenty-one thousand) shares of the Company, having a nominal value of CAD 0.10 (ten Canadian Cents) per share each."

Sixth resolution

The Meeting resolves to authorise and empower any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually under their sole signature in order (i) to proceed on behalf of the Company to the registration of the issue of the New Shares in the share register of the Company and (ii) to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Statement - Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately of EUR 3,500.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the said proxyholder of the persons appearing signed the present deed together with the notary. In the year two thousand and ten, the seventeenth day of December, before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de la société Renaissance Acquisition S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la Société). La Société a été constituée par un acte authentique reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, en date du 7 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés le 16 décembre 2010 par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Ont comparu:

1. RoundTable Healthcare Partners III, L.P., une société constituée d'après les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Partners III),

ici représentée par M. Charles Baudouin, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration, donnée sous seing privé;

2. RoundTable Healthcare Investors III, L.P., une société constituée d'après les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Investors III),

ici représentée par M. Charles Baudouin, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration, donnée sous seing privé; et

3. Knight Family Partnership, L.P., une société constituée d'après les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Knight Partnership),

ici représentée par M. Charles Baudouin, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration, donnée sous seing privé.

Partners III, Investors III et Knight Partnership sont repris sous le terme collectif d'Associés.

Les procurations après avoir été signées ne varient par le mandataire et le notaire instrumentaire resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-avant ont prié le notaire instrumentaire d'acter:

I. que l'intégralité des 303.621.000 (trois cent trois millions six cent vingt-et-un mille) parts sociales ayant une valeur nominale de CAD 0,10 (dix centimes canadiens) chacune et représentant l'intégralité du capital social de la Société d'un montant total de CAD 30.362.100 (trente millions trois cent soixante-deux mille cent dollars canadiens) est dûment représentée à la présente Assemblée et que celle-ci est dès lors régulièrement constituée et peut délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour, repris ci-dessous.

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Renonciation aux formalités de convocation;

2) Autorisation et approbation de l'augmentation de capital de la Société d'un montant de CAD 6.500.000 (six millions cinq cent mille dollars canadiens) afin de le porter à un montant de CAD 36.862.100 (trente-six millions huit cent soixante-deux mille cent dollars canadiens) par voie de création et d'émission de 65.000.000 (soixante-cinq millions) de nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de CAD 0,10 (dix centimes canadiens) chacune (les Nouvelles Parts Sociales);

3) Autorisation et approbation du transfert de 65.000.000 (soixante-cinq millions) de parts sociales détenues par Renaissance Pharma Inc. à Confab Laboratories Inc.;

4) Souscription et paiement en espèces de l'augmentation de capital mentionnée au point 2 ci-dessus;

5) Reformulation des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'émission des Nouvelles Parts Sociales;

6) Modification du registre des parts sociales de la Société en vue de refléter les modifications ci-dessus; et pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg de procéder pour le compte de la Société, à l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société, et de procéder à l'enregistrement des changements relatifs aux résolutions ci-dessus;

7) Divers

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société se trouvant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour, qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société de la Société d'un montant de CAD 6.500.000 (six millions cinq cent mille dollars canadiens) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de CAD 30.362.100 (trente millions trois cent soixante-deux mille cent dollars canadiens) représenté par 303.621.000 (trois cent trois millions six cent vingt-et-un mille) parts sociales ayant une valeur nominale de CAD 0,10 (dix centimes canadiens) à un montant de CAD 36.862.100 (trente-six millions huit cent soixante-deux mille cent dollars canadiens) par voie de création et d'émission de 65.000.000 (soixante-cinq millions) de nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de CAD 0,10 (dix centimes canadiens) chacune (les Nouvelles Parts Sociales).

Troisième résolution

L'Assemblée accepte que les Nouvelles Parts Sociales soient souscrites et libérées comme suit:

Intervention - Souscription - Paiement

Renaissance Pharma Inc, une société constituée selon le droit Canadien et les lois de la province de Québec, Canada, ayant son siège social au 370 Chemin Chambly, Suite 300, Longueuil, Québec (Pharma)

ici représentée par M. Charles Baudouin, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration, donnée sous seing privé;

intervient à la présente Assemblée et déclare:

(a) souscrire à l'intégralité des Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur de souscription globale de CAD 6.500.000 (six millions cinq cent mille dollars canadiens); et

(b) payer l'intégralité des Nouvelles Parts Sociales par le biais d'un apport en nature consistant en 6.500.000 actions de catégorie A détenues par la Société même dans le capital de Pharma ayant un prix de souscription égal à leur valeur nominale (les Parts Sociales Apportées).

La valeur dudit apport a été certifiée au notaire instrumentaire par un certificat d'évaluation daté du 17 décembre 2010 émis par et au nom de Pharma et contresigné par la Société (le Certificat).

Il. résulte dudit Certificat que, inter alia:

1. les Parts Sociales Apportées ne font pas l'objet d'un gage, qu'il n'existe aucun droit d'acquérir un gage sur les Parts Sociales Apportées;

2. il n'existe pas de droit de pré-emption ni tout autre droit en vertu duquel toute personne peut exiger que les Parts Sociales Apportées lui soient cédées; et

3. les Parts Sociales Apportées ont une valeur minimum de CAD 6.500.000 (six millions cinq cents dollars canadiens).

Le Certificat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie intervenante et le notaire instrumentaire, sera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les Parts Sociales Apportées sont dès lors à la disposition de la Société.

L'apport en nature effectué par Pharma à la Société est entièrement alloué au compte de capital social nominal de la Société.

Suite à ce qui précède, l'Assemblée prend note de ce que les parts sociales de la Société sont maintenant détenues comme suit:

ASSOCIÉS	NOMBRE DE PARTS DETENUES PAR CHACUN DES ASSOCIES
RoundTable Healthcare Partners III L.P.	287.285.583
RoundTable Healthcare Investors III L.P.	8.896.703
Knight Family Partnership, L.P.	7.438.714
Pharma	65.000.000
Total des parts sociales	368.621.000

L'Assemblée prend acte que Pharma peut, à compter de maintenant, assister à l'Assemblée en sa capacité d'associé de la Société et peut ainsi voter les résolutions suivantes.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'approuver et d'autoriser le transfert par Pharma des Nouvelles Parts Sociales à Confab Laboratories Inc. en accord avec l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales au Luxembourg, telle qu'amendée.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société en vue de refléter les résolutions ci-dessus, pour lui donner, dans sa version française, la teneur suivante:

"Le capital social souscrit de la Société est fixé à un montant de CAD 36.862.100 (trente-six millions huit cent soixante-deux mille cent dollars canadiens), représenté par 368.621.000 (trois cent soixante-huit millions six cent vingt et un mille) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 0,10 CAD (dix centimes canadiens) chacune."

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, et d'accorder pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder, sous sa seule signature et pour le compte de la Société, à l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société, et de procéder à toutes les formalités y relatives.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé à environ EUR 3.500.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, lesdits mandataires ont signé le présent acte original avec nous, le notaire.

Signé: C. BAUDOUIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58655. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 février 2011.

Référence de publication: 2011021242/270.

(110025293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Kudelski Financial Services Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 85.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2011.

Référence de publication: 2011039192/10.

(110043982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Kung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 127.290.

Les comptes annuels au 30 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2011039193/13.

(110043730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Kung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 127.290.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 10 mars 2011.

L'assemblée, après lecture de la lettre de démission de sa fonction d'administrateur de Madame Gabrielle Mingarelli, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, décide d'accepter sa démission avec effet immédiat.

L'assemblée nomme comme nouvel administrateur avec effet immédiat Madame Manuela D'Amore, employée privée, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance que celle de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2011039194/20.

(110043731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Sevens Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 158.743.

—
STATUTEN

Im Jahr zweitausendelf, am ersten Februar;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

IST ERSCIENEN:

CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine, deren Eintragung zum Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister schwebt,

hier vertreten durch Herrn Marc-Oliver SCHARWATH, Rechtsanwalt, geschäftlich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, aufgrund einer ihm ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht.

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung "ne varietur" durch den Vertreter der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, als Anlage beigelegt, um mit der Urkunde hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen Sevens Investment S.à r.l. (nachstehend die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

Ein weiterer Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Verkauf von Immobilien, auf eigene Rechnung, in Luxemburg oder im Ausland sowie die Durchführung aller mit diesen Immobilien in Verbindung stehenden Tätigkeiten, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an in- und ausländischen Gesellschaften, deren prinzipieller Zweck der Erwerb, die Entwicklung, der Verkauf, die Verwaltung und/oder die Vermietung von Immobilien ist.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise – wie etwa durch die Erbringung von Beratungsleistungen – unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuld- bzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf

die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital – Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundertfünfzig (125) Anteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Handelsgesellschaften geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter können die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und im Übereinstimmung mit unter den Voraussetzungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod noch Geschäftsunfähigkeit, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit einer ihrer Gesellschafter, oder irgendein ähnliches Ereignis betreffend den Alleingesellschafter, aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihrer Amtszeit festlegt (festlegen). Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann. Sie kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden müssen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Fax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangegangenen Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder im Falle von schriftlichen Beschlüssen, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein einzelner Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon-oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der ordnungsgemäßen Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem oder den Geschäftsführer(n) erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind. Dabei dürfen die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten.

D. Beaufsichtigung der Gesellschaft

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft können der Beaufsichtigung durch einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer unterstellt sein, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung kann einen oder mehrere Rechnungsprüfer ernennen und ihre Amtszeit festlegen. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Falls die Gesellschaft zwei der drei in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Gesellschaften bestimmten Kriterien innerhalb des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraumes überschreitet, wird das Amt des satzungsgemäßen Rechnungsprüfers abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer (réviseur d'entreprise) unter den Mitgliedern des Institut des Réviseurs d'Entreprises durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gewählt, welche auch die Anzahl sowie deren Amtszeit festlegen.

E. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters – Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 18. Die Hauptversammlung der Gesellschafter hat die durch Gesetz und diese Satzung verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, verabschiedet werden.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Hauptversammlung der Gesellschafter“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen und die der Hauptversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingesellschafter ausgeübt.

F. Geschäftsjahr – Konten – Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlich-

keiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

G. Gesellschaftsauflösung – Liquidation

Art. 23. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

H. Schlussbestimmungen – Anwendbares Recht

Art. 24. Auf diese Satzung sollen die Gesetze Luxemburgs Anwendung finden, nach welchen sie errichtet und ausgelegt werden soll.

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung geregelt.

Zeichnung und Zahlung der Anteile

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l., vorbenannt	125 Anteile
Gesamt:	125 Anteile

Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.

Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. neunhundert Euro (EUR 900,-) geschätzt.

Hauptversammlung der Gesellschafter

Der Gesellschafter, das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertretend, hat unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.

2. Als Geschäftsführer der Gesellschaft werden auf unbestimmte Zeit bestellt:

- Herr Uwe REPPEGATHER, geboren am 5. Oktober 1964, in Hilden (Deutschland), ansässig in Kaistrasse 8a, D-40221 Düsseldorf, und

- Herr Mario WARNY, geboren am 22. September 1973 in Sankt Vith (Belgien), geschäftlich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienen Partei, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienen Partei unterzeichnet worden.

Signé: M-O. SCHARWATH, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 février 2011. LAC/2011/5657. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011021262/216.

(110025322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

L-Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 94.255.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011039195/12.

(110043591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

L-Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 94.255.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011039196/12.

(110043592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

L-Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 94.255.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011039197/12.

(110043714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Sun Life (Luxembourg) Finance No. 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 157.129.

In the year two thousand and eleven, the second day of February.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sun Life Financial Inc., a public company incorporated and organized under the laws of Canada, having its registered office set at 150 King Street West, Toronto, Ontario M5H 1J9, Canada (hereafter referred to as the "Shareholder"),

here duly represented by Mr. Emmanuel RÉVEILLAUD, lawyer, residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated February 1st, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that the Shareholder is the sole shareholder of Sun Life (Luxembourg) Finance No. 1 Sàrl, a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée"), having its registered office at L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 157.129, incorporated by a deed received by Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on November 24, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 104 on January 19, 2011 (hereafter referred to as the "Company").

II. record the following resolutions which have been taken in the best interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda:

1. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of USD 4,850,000.- (four million eight hundred fifty thousand US Dollars) by the issue of 4,850,000 (four million eight hundred fifty thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollars) each;
2. Allocation of the amount of USD 485,000.- (four hundred eighty five thousand US Dollars) to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company;
3. Subscription and payment of all the additional shares, with a mandatory redeemable preferred shares share premium of USD 479,665,000.- (four hundred seventy nine million six hundred sixty five thousand US Dollars) and allocation of the amount of USD 485,000.- (four hundred eighty five thousand US Dollars) to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company by the Shareholder, by the contribution in kind of a claim;
4. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of USD 4,500,000.- (four million five hundred thousand US Dollars) by the issue of 4,500,000 (four million five hundred thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each;
5. Allocation of the amount of USD 450,000.- (four hundred fifty thousand US Dollars) to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company;
6. Subscription and payment of all the additional shares, with a mandatory redeemable preferred shares share premium of USD 445,050,000.- (four hundred forty five million fifty thousand US Dollars) and allocation of the amount of USD 450,000.- (four hundred fifty thousand US Dollars) to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company by the Shareholder, by a payment in cash;
7. Amendment of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the planned corporate capital increase;
8. Amendment of article 5.8 of the articles of incorporation of the Company;
9. Other business.

First resolution

The sole shareholder decided that all the following resolutions will take effect at the same point in time at the signature of the present deed by the notary.

Second resolution

The sole shareholder decided to increase the corporate capital of the Company by an amount of USD 4,850,000.- (four million eight hundred fifty thousand US Dollars) so as to bring it from its present amount of USD 150,000.- (one hundred fifty thousand US Dollars) to the amount of USD 5,000,000.- (five million US Dollars) represented by 150,000 (one hundred fifty thousand) ordinary shares and 4,850,000 (four million eight hundred fifty thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each.

Third resolution

The sole shareholder decided to issue 4,850,000 (four million eight hundred fifty thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each together with the payment of a mandatory redeemable preferred shares share premium of USD 479,665,000.- (four hundred seventy nine million six hundred sixty five thousand US Dollars) and the allocation of the amount of USD 485,000.- (four hundred eighty five thousand US Dollars) to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment:

There now appeared Mr. Emmanuel RÉVEILLAUD, acting in his capacity as duly appointed special attorney of the Shareholder by virtue of a proxy given on February 1st, 2011 which will remain attached to the present deed.

The appearing person declared to:

- subscribe for and fully pay 4,850,000 (four million eight hundred fifty thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each, for a total amount of USD 4,850,000.- (four million eight hundred fifty thousand US Dollar);
 - pay a mandatory redeemable preferred shares share premium amounting to USD 479,665,000.- (four hundred seventy nine million six hundred sixty five thousand US Dollars);
 - allocate to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company the amount of USD 485,000.- (four hundred eighty five thousand US Dollars);
- by the contribution in kind of a claim held by the Shareholder (hereafter referred to as the "Claim").

Description of the contribution:

The appearing person stated that:

The contribution in kind consisted of the ownership of the Claim, for a total amount of USD 485,000,000.- (four hundred eighty five million US Dollar), this Claim being valued by the board of managers of the Company at the amount of USD 485,000,000.- (four hundred eighty five million US Dollars) on the basis of a valuation by the Shareholder, owner of the Claim (hereafter referred to as the "Valuation").

According to the Valuation, the total amount of the Claim has been valued at USD 485,000,000.- (four hundred eighty five million US Dollars).

Evidence of the contribution's existence and value:

Proof of the ownership and the value of the Claim has been given to the undersigned notary.

Board of Managers' intervention:

Thereupon intervened Mr. Emmanuel RÉVEILLAUD, duly appointed special attorney of the board of managers of the Company, presenting an extract of the minutes of the board of managers of the Company having approved the valuation described above.

Fourth resolution

The Shareholder decided to increase the corporate capital of the Company by an amount of USD 4,500,000.- (four million five hundred thousand US Dollars) so as to bring it from its present amount of USD 5,000,000.- (five million US Dollars) to the amount of USD 9,500,000.- (nine million five hundred thousand US Dollars) represented by 150,000 (one hundred fifty thousand) ordinary shares and 9,350,000 (nine million three hundred fifty thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each.

Fifth resolution

The Shareholder decided to issue 4,500,000 (four million five hundred thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each together with the payment of a mandatory redeemable preferred shares share premium of USD 445,050,000.- (four hundred forty five million fifty thousand US Dollars) and the allocation of the amount of USD 450,000.- (four hundred fifty thousand US Dollars) to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company.

Sixth resolution

The Shareholder, here represented as aforementioned, declares to:

- subscribe for 4,500,000 (four million five hundred thousand) mandatory redeemable preferred shares with a par value of USD 1.- (one US Dollar) each for an amount of USD 4,500,000.- (four million five hundred thousand US Dollars);
 - pay a mandatory redeemable preferred shares share premium amounting to USD 445,050,000.- (four hundred forty five million fifty thousand US Dollars);
 - allocate to the mandatory redeemable preferred shares legal reserve of the Company the amount of USD 450,000.- (four hundred fifty thousand US Dollars);
- by a payment in cash, so that from now the Company has at its free and entire disposal the amount of USD 450,000,000.- (four hundred fifty million US Dollars) as certified to the undersigned notary by a bank certificate.

Seventh resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution being fully carried out, the Shareholder decided to amend article 5.1 of the articles of incorporation to read as follows:

5.1. "The Corporation's corporate capital is set at nine million five hundred thousand US Dollars (USD 9,500,000.-), represented by two (2) classes of shares as follows: one hundred fifty thousand (150,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and nine million three hundred fifty thousand (9,350,000) mandatory redeemable preferred fixed dividend shares (the "Mandatory Redeemable Preferred Shares", and together with the Ordinary Shares shall be referred to as the "Shares"), with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each. The respective rights and obligations attached to each class of Shares are set forth below. All Shares will be issued in registered form and vested with voting rights regardless of their nature and class to which they belong."

Eighth resolution

The Shareholder decided to amend article 5.8 of the articles of incorporation of the Company which shall be read as follows:

5.8. "The holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled to an annual cumulative dividend equal to 5.72% of the par value of the Mandatory Redeemable Preferred Shares and attached share premium (if any)."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about six thousand euro (6,000.- EUR).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le deux février.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Sun Life Financial Inc., une société constituée et établie sous le droit du Canada, ayant son siège social situé à 150 King Street West, Toronto, Ontario, M5H 1J9, Canada, (ci-après «l'Associé»);

ici représentée par Maître Emmanuel RÉVEILLAUD, avocat, demeurant à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d'une procuration donnée en date du 1^{er} février 2011,

ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès qualités qu'elle agisse, déclare et demande au notaire:

I. d'acter que l'Associé est l'associée unique de Sun Life (Luxembourg) Finance No. 1 Sàrl, une société à responsabilité limitée («Société à responsabilité limitée») établie et ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.129, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 24 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 104 du 19 janvier 2011 (ci-après «la Société»).

II. d'enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, selon l'ordre du jour ci-dessous:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 4.850.000.- (quatre millions huit cent cinquante mille dollars américains) par l'émission de 4.850.000 (quatre millions huit cent cinquante mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune;

2. Allocation d'un montant de USD 485.000.- (quatre cent quatre vingt cinq mille dollars américains) à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société;

3. Souscription et libération des nouvelles parts mentionnées ci-dessus avec le paiement d'une prime d'émission parts privilégiées obligatoirement rachetables de USD 479.665.000.- (quatre cent soixante dix neuf millions six cent soixante cinq mille dollars américains) et allocation d'un montant de USD 485.000.- (quatre cent quatre vingt cinq mille dollars américains) à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société par l'Associé par l'apport en nature d'une créance;

4. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 4.500.000.- (quatre millions cinq cent mille dollars américains) par l'émission de 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune;

5. Allocation d'un montant de USD 450.000.- (quatre cent cinquante mille dollars américains) à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société;

6. Souscription et libération des nouvelles parts mentionnées ci-dessus avec le paiement d'une prime d'émission parts privilégiées obligatoirement rachetables de USD 445.050.000.- (quatre cent quarante cinq millions cinquante mille dollars américains) et allocation d'un montant de USD 450.000.- (quatre cent cinquante mille dollars américains) à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société par l'Associé par un paiement en numéraire;

7. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation du capital social planifiée de la Société;

8. Modification de l'article 5.8 des statuts de la Société;

9. Divers.

Première résolution

L'associée unique a décidé que les toutes les résolutions suivantes prendront effet au même instant à savoir au moment de la signature du présent acte par le notaire.

Deuxième résolution

L'associée unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 4.850.000.- (quatre millions huit cent cinquante mille dollars américains) pour le porter de son montant actuel de USD 150.000.-

(cent cinquante mille dollars américains) à un montant de USD 5.000.000.- (cinq millions de dollars américains) représenté par 150.000 (cent cinquante mille) parts ordinaires et 4.850.000 (quatre millions huit cent cinquante mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune.

Troisième résolution

L'associée unique a décidé d'émettre 4.850.000 (quatre millions huit cent cinquante mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune avec le paiement d'une prime d'émission parts privilégiées obligatoirement rachetables de USD 479.665.000.- (quatre cent soixante dix neuf millions six cent soixante cinq mille dollars américains) et l'allocation d'un montant de USD 485.000.- (quatre cent quatre vingt cinq mille dollars américains) à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société.

Intervention de l'Apporteur - Souscription - Libération

Est alors intervenu aux présentes Maître Emmanuel REVEILLAUD, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'associée unique, en vertu d'une procuration donnée le 1^{er} février 2011 qui restera annexée aux présentes.

La comparante a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 4.850.000 (quatre millions huit cent cinquante mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 4.850.000.- (quatre millions huit cent cinquante mille dollars américains);
 - payer une prime d'émission parts privilégiées obligatoirement rachetables de USD 479.665.000.- (quatre cent soixante dix neuf millions six cent soixante cinq mille dollars américains);
 - allouer à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société le montant de USD 485.000.- (quatre cent quatre vingt cinq mille dollars américains);
- par l'apport en nature d'une créance détenue par l'Associé (ci-après la «Créance»).

Description de la contribution:

La comparante a déclaré que:

L'apport en nature consiste en la propriété de la Créance, pour un montant total de USD 485.000.000.- (quatre cent quatre vingt cinq millions de dollars américains), cette Créance étant évaluée par le conseil de gérance de la Société à un montant de USD 485.000.000.- (quatre cent quatre vingt cinq millions de dollars américains) sur la base d'une évaluation émis par l'Associé, détenteur de la Créance (ci-après «l'Evaluation»).

Selon l'Evaluation, le montant total de la Créance est évaluée à USD 485.000.000.- (quatre cent quatre vingt cinq millions de dollars américains).

Preuve de l'existence de l'apport:

Preuve de la propriété et de la valeur de la Créance a été donnée au notaire instrumentant.

Intervention du conseil de gérance:

Est alors intervenu Monsieur Emmanuel REVEILLAUD, en sa qualité de mandataire spécial du conseil de gérance de la Société, en présentant un extrait des minutes du conseil de gérance de la Société ayant approuvé l'évaluation décrite ci-dessus.

Quatrième résolution

L'associée unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 4.500.000.- (quatre millions cinq cent mille dollars américains) pour le porter de son montant actuel de USD 5.000.000.- (cinq millions de dollars américains) à un montant de USD 9.500.000.- (neuf millions cinq cent mille dollars américains) représenté par 150.000 (cent cinquante mille) parts ordinaires et 9.350.000 (neuf millions trois cent cinquante mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune.

Cinquième résolution

L'associée unique a décidé d'émettre 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune avec le paiement d'une prime d'émission parts privilégiées obligatoirement rachetables de USD 445.050.000.- (quatre cent quarante cinq millions cinquante mille dollars américains) et l'allocation d'un montant de USD 450.000.- (quatre cent cinquante mille dollars américains) à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société.

Sixième résolution

La comparante a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) parts privilégiées obligatoirement rachetables ayant une valeur nominale de USD 1.- (un dollar américain) chacune pour un montant total de USD 4.500.000.- (quatre millions cinq cent mille dollars américains);

- payer une prime d'émission parts privilégiées obligatoirement rachetables de USD 445.050.000.- (quatre cent quarante cinq millions cinquante mille dollars américains);

- allouer à la réserve légale parts privilégiées obligatoirement rachetables de la Société le montant de USD 450.000.- (quatre cent cinquante mille dollars américains);

par un paiement en numéraire, de telle sorte que la Société dispose à ce jour de l'entière et libre disposition d'un montant USD 450.000.000.- (quatre cent cinquante millions de dollars américains) comme cela a été certifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

Septième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'apport ayant été accompli, l'Associé a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société comme suit:

5.1. «Le capital social est fixé à neuf millions cinq cent mille dollars américains (USD 9.500.000.-) représenté par deux (2) catégories de parts comme suit: cent cinquante mille (150.000) parts ordinaires (les «Parts Ordinaires») et neuf millions trois cent cinquante mille (9.350.000.-) parts privilégiées obligatoirement rachetables à dividende fixe (les «Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables», et collectivement avec les Parts Ordinaires les «Parts»), ayant toutes une valeur nominale de un dollar américain (USD 1.-) chacune. Les obligations et droits respectifs attachés à chaque catégorie de Parts sont déterminés ci-dessous. Toutes les Parts sont émises sous la forme nominative et assorties de droits de vote quelque soit leur nature et la catégorie à laquelle elles appartiennent.»

Huitième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'article 5.8 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

5.8. «Le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables bénéficiera d'un dividende annuel cumulatif égal à 5,72% de la valeur nominale des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables et de la prime d'émission attachée le cas échéant.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital s'élève à environ six mille euros (6.000.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. RÉVEILLAUD, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 février 2011. Relation: LAC/2011/6051. Reçu 75.- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011021275/270.

(110025615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

LogAxes Investment Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 190.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 126.265.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 2 Mars 2011 que la société Aviva Investors Properties Europe S.A. ayant son siège au 34, Avenue de La Liberté, L-1930, Luxembourg, enregistrée au R.C.S Luxembourg sous le numéro B140875, a été nommée au poste de gérante de la Société avec effet au 2 Mars 2011.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 Mars 2011.

Référence de publication: 2011039199/14.

(110043336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Le Coffre Fort, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 17, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 111.024.

Déclaration de cession de parts sociales

Suite à la cession de parts intervenue en date du 17 décembre 2010 entre Monsieur Mounir Hassen, restaurateur, né à Mahdia (Tunisie), le 27 décembre 1964, demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg-Eich, 17, place Dargent et Monsieur Philippe Wager, cuisinier, né à Paris (France), le 15 février 1973, demeurant à L-1230 Luxembourg, 30, rue Jean Berthels, la répartition du capital social est la suivante:

Monsieur Mounir Hassen	50 parts sociales
Monsieur Philippe Wager	50 parts sociales
Total (Cent parts sociales)	100 parts sociales

Luxembourg, le 16 mars 2011.

Pour LE COFFRE FORT

Fiduciaire Fideco Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011039202/18.

(110043348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Lester Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 54.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011039203/11.

(110043994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Lester Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 54.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011039204/11.

(110043995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

3P Condor Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 158.780.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendelf, am neunzehnten Januar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

3P Solar GmbH, eine Deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in Börsenstr. 2-4, D-60313 Frankfurt, eingetragen beim Amtsgericht Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 89721 hier vertreten durch Marc-Oliver Scharwath, Rechtsanwalt, geschäftlich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, aufgrund einer am 13. Januar 2011 ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht,

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, als Anlage beigelegt, um mit der Urkunde hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen 3P Condor Management S.à r.l. (nachstehend die „Gesellschaft“) welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art insbesondere an der 3P Condor S.C.A., SICAV-FIS, einem spezialisierten Investmentfonds nach Luxemburger Recht, gegründet als Kommanditgesellschaft auf Aktien und das Agieren als deren Komplementär, sowie der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuldbzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Die Gesellschaft wird ausschließlich im Interesse ihrer Muttergesellschaft oder anderer, zur gleichen Unternehmensgruppe gehörender, Gesellschaften tätig werden.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundertfünfundzwanzig (125) Anteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Handelsgesellschaften geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschafters können die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und im Übereinstimmung mit unter den Voraussetzungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch Geschäftsunfähigkeit, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit einer ihrer Gesellschafter, oder irgendein ähnliches Ereignis betreffend den Alleingesellschafter, aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihrer Amtszeit festlegt (festlegen). Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann. Sie kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden müssen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Fax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangegangenen Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder im Falle von schriftlichen Beschlüssen, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein einzelner Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der ordnungsgemäßen Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem oder den Geschäftsführer(n) erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind. Dabei dürfen die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten.

D. Beaufsichtigung der Gesellschaft

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft können der Beaufsichtigung durch einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer unterstellt sein, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung kann einen oder mehrere Rechnungsprüfer ernennen und ihre Amtszeit festlegen. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Falls die Gesellschaft zwei der drei in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Gesellschaften bestimmten Kriterien innerhalb des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraumes überschreitet, wird das Amt des satzungsgemäßen Rechnungsprüfers abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer (réviseur d'entreprise) unter den Mitgliedern des Institut des Réviseurs d'Entreprises durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gewählt, welche auch die Anzahl sowie deren Amtszeit festlegen.

E. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 18. Die Hauptversammlung der Gesellschafter hat die durch Gesetz und diese Satzung verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, verabschiedet werden.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Hauptversammlung der Gesellschafter“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen und die der Hauptversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingesellschafter ausgeübt.

F. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 24. Auf diese Satzung sollen die Gesetze Luxemburgs Anwendung finden, nach welchen sie errichtet und ausgelegt werden soll.

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung geregelt.

Zeichnung und Zahlung der Anteile

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

3P Solar GmbH, vorbenannt	125 Anteile
Gesamt:	125 Anteile

Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.

Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. tausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Hauptversammlung der Gesellschafter

Der Gesellschafter, das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertretend, hat unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.

2. Als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden bestellt:

- Nicolaus Diedrich, geboren am 07.10.1960 in Düsseldorf, beruflich ansässig in Börsenstr. 2-4, D-60313 Frankfurt;
- Mathias Giebken, geboren am 11.07.1963 in Ochtrup, beruflich ansässig Auf dem Tripp 5, D-61267 Neu-Anspach;
- Wendelin Schmitt, geboren am 14.04.1964 in Saarlouis, beruflich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienen Partei, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienen Partei unterzeichnet worden.

Gezeichnet: M.-O. SCHARWATH und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 janvier 2011. Relation: LAC/2011/4243. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 9. Februar 2011.

Référence de publication: 2011022010/216.

(110025550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

Lester Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 54.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011039205/11.

(110043996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Limbecker Strasse Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.600,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 121.182.

—
EXTRAIT

En date du 9 mars 2011, l'associé unique a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- Ivo Hemelraad, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Référence de publication: 2011039206/15.

(110043984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Manageco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 154.085.

—
EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a pris en date du 16 mars 2011 les résolutions suivantes:

- La démission de Johanna van Oort, en tant qu'administrateur de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Olivier Too, 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'an 2016.
- Le siège social de la Société est transféré du "12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg" au "15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg".

Il convient également de noter que l'adresse professionnelle de Wim Rits, et de Ivo Hemelraad, administrateurs, est désormais au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 16 mars 2011.

Référence de publication: 2011039210/18.

(110043920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Marienplatz, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 123.939.

—
Par contrat sous seing privé du 14 mars 2011 (Share Transfer Agreement), l'Associé Unique de la Société, Custom House Capital Limited, a transféré les 500 parts sociales qu'il détenait dans la Société, représentant 100% du capital social de la Société à Bank of America Custodial Services (Ireland) Limited, une société de droit de la République d'Irlande (limited liability company) dont le siège social se situe au 7^{ème} étage, 2 Park Place, Hatch Street, Dublin 2, Irlande et immatriculée auprès du Companies Registration Office sous le numéro 430806.

Par conséquent, l'Associé Unique de la Société est désormais:

Bank of America Custodial Services (Ireland) Limited.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011039211/17.

(110043896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Cavagwam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 158.750.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty second day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr. Christopher Bake, director, born on December 25, 1963 in Bangkok, Thailand, with address at 13 Phillimore Gardens, W8 7QG London;

represented by Mrs. Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in on December 20, 2010.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "CAVAGWAM S.à r.l." (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the manager(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares in registered form having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders.

The transfer of shares (inter vivos) to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by the shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of at least one class A manager and one class B manager designated as class A manager or class B manager by the shareholder(s). The manager (s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or in accordance with article 10.1 of the Articles.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda

of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one class A manager and one class B manager. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes cast, provided that at least one class A manager and one class B manager agreed on those resolutions. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the single manager, or, in case the Company is managed by a board of managers, by the joint signatures of one class A manager with one class B manager of the Company.

10.2 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles and within the limits of such power.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

11.3 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or willful default.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. Without prejudice to articles 12.2 and 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.2. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 13. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager of the Company. The single manager, or as the case may be, the board of managers must convene or consult the shareholders following the request of shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

13.2. The shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.3. Written notice of any meeting of the shareholders shall be given to all shareholders at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

13.4. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.5. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.7. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.8. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. However, in no case may the majority oblige any of the shareholders to increase his participation in the Company.

13.9. The shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year and Annual general meeting.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.4. If there are more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Monday of June of each year at 10.00 a.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.5. If there are not more than twenty-five shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

Art. 15. Statutory/External auditor.

15.1 If there are more than twenty-five shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes).

15.2 To the extent required by Law, the operations of the Company shall be supervised by one or several external auditors (réviseurs d'entreprises).

15.3 The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.4 The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and

(v) should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2011.

Subscription - Payment

Thereupon,

Christopher Bake, prenamed and represented as stated above declares to subscribe for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as class A manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Christopher Bake, director, born on December 25, 1963 in Bangkok, Thailand, with address at 13 Phillimore Gardens, W8 7QG London.

2. The following person is appointed as class B manager of the Company for an indefinite period:

- Mr. Patrick MOINET, lawyer, born in Bastogne (Belgium) on June 6, 1976 residing at 37, rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 6, rue Guillaume Schneider, L2522 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-deuxième jour de décembre,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Christopher Bake, directeur, né le 25 décembre 1963 à Bangkok, Thaïlande, avec adresse au 13 Phillimore Gardens, W8 7QG London;

représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 décembre 2010.

La dite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «CAVAGWAM S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents déterminés à la discrétion du(des) gérant(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

La cession de parts sociales (inter vivos) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque associé qui le désire.

6.5. La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés, qui fixeront la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B. Le(s) gérant(s) n'est (ne sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables à n'importe quel moment ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux associés seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus d'un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou conformément à l'article 10.1 des Statuts.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en nommant par écrit, soit en original ou par téléfax, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut également nommer un autre gérant comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés en ce compris au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B. Les décisions du conseil de gérance

ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées et à condition qu'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B aient approuvé ces décisions. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants seront valable et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, telex, facsimile ou courrier électronique.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique, ou si la Société est gérée par un conseil de gérance, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B de la Société.

10.2 La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

11.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des présents Statuts seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

11.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quelle qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1. Sans préjudice des articles 12.2 et 12.4 des présents Statuts, les résolutions des associés sont adoptées en assemblées générales.

12.2. Si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire. Les associés seront consultés par écrit conformément à l'article 13.2 des présents Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

12.3 Chaque associé a des droits de vote proportionnellement au nombre de parts détenues par celui-ci. Chaque part sociale donne droit à un vote.

12.4 L'associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 13. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

13.1 Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société. Le gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance doit convoquer ou consulter les associés à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.2 Les associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.3 Une convocation écrite à toute assemblée des associés sera donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

13.4 Les assemblées des associés de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.5 Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.6 Un associé peut prendre part à toute assemblée générale des associés de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (associé ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.7 Les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

13.8 Cependant, les résolutions pour modifier les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des associés à augmenter sa participation dans la Société.

13.9 Les associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y en a) et des associés de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de ces inventaire et bilan au siège social de la Société.

14.4 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, l'assemblée générale annuelle des associés sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le troisième lundi du mois de juin à 10h00 du matin et si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

14.5 Si le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq associés, l'assemblée générale des associés se tiendra au lieu et heure indiqués dans la convocation respective de l'assemblée.

Art. 15. Commissaire aux comptes / Réviseur d'entreprise.

15.1 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

15.2 Dans la mesure requise par la Loi, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

15.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera (seront) élu(s) pour une durée maximum de 6 ans et sera (seront) rééligibles.

15.4 Le(s) commissaire(s) aux comptes / réviseur(s) d'entreprises sera(seront) nommé(s) par l'assemblée générale des associés de la Société qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'augmenté ou réduit selon l'article 5 des Statuts.

16.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle pourra en particulier allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

16.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par les associés de la Société; et
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés;

(v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, les associés seront tenus de reverser la différence à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque associé dans la Société.

VII. Dispositions générales

Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à tout contrat qui peut être conclu entre les associés de temps à autre (le cas échéant) pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Sur ces faits,

Christopher Bake, prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité de gérant de classe A pour une durée indéterminée:
- Monsieur Christopher Bake, directeur, né le 25 décembre 1963 à Bangkok, Thaïlande, avec adresse au 13 Phillimore Gardens, W8 7QG London;
2. La personne suivante est nommée en qualité de gérant de classe B pour une durée indéterminée:
- Monsieur Patrick Moinet, juriste, né à Bastogne (Belgique) le 6 juin 1976, avec adresse au 37, rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Guillaume Schneider L2522, Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60121. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): p.d. T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 février 2011.

Référence de publication: 2011020908/540.

(110025449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Maidford Finance S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 40.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 148.074.

—
EXTRAIT

En date du 2 mars 2011, l'Actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Johanna van Oort, en tant qu'administrateur B, est acceptée avec effet au 23 février 2011.
- Monsieur Wim Rits, avec adresse professionnelle au "15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg", est élu nouvel administrateur B de la société avec effet au 23 février 2011 et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de 2015.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Référence de publication: 2011039214/15.

(110043603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Mangaroca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 88.362.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.*Pour MANGAROCA S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011039215/11.

(110043849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Matmax Motor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3752 Rumelange, 2, rue Saint Sébastien.

R.C.S. Luxembourg B 150.840.

—
EXTRAIT

En date du 16 mars 2011 Monsieur David ALVES ROLO, gérant de sociétés, né le 3 L octobre 1978 à Charleville Mézières, demeurant à F-57655 Boulange, 2, rue des Mésanges, cède et transporte à la société civile R.P.Z FINANCES, établie et ayant son siège social à L- 4051 Esch-sur-Alzette, 112 rue du Canal, représentée par son associé et gérant, M. ZESTER René Pierre, 4000 (quatre mille) parts sociales pour un montant de 5000 (cinq mille) que le cédant reconnais avoir reçu ce jour dont quittance.

Fait à Esch sur Alzette, le 16 mars 2011.

- / R.P.Z FINANCES S.C

René Pierre ZESTER / David ALVES ROLO

Référence de publication: 2011039217/16.

(110043381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Mediplan G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 30.738.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011039218/9.

(110043545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Mettymedia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6230 Bech, 4A, rue de Consdorf.
R.C.S. Luxembourg B 43.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2011.
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011039221/11.

(110043838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Miroglio Apparel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 138.909.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIROGLIO APPAREL S.A.
Signatures

Référence de publication: 2011039222/11.

(110043940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Miroglio Apparel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 138.909.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée générale ordinaire tenue de manière anticipée le 17 mars 2011 décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2011 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable, 1, Rue Pletzer, L - 8080 Bertrange.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
MIROGLIO APPAREL
Signatures

Référence de publication: 2011039223/15.

(110043945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Eleonora Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Capital social: EUR 1.760.800,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 31.106.

In the year two thousand ten, on the seventeenth day of December,
Before us, Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

the sole shareholder of Eleonora Holding S.A., a public company limited by shares (société anonyme), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is located at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the Company).

incorporated on July 13th, 1989, pursuant to a notarial deed recorded by Maître Gérard Lecuit, then notary, residing Mersch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 463 dated November 17, 1994,

The meeting is chaired by Solange Wolter, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, (the Chairman).

The Chairman appoints as secretary of the meeting (the Secretary) and the meeting elects Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer of the meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The sole shareholder of the Company represented at this meeting, and the number of shares of the Company it holds, are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the sole shareholder and the members of the Bureau.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the undersigning notary to enact the following:

I. The agenda of this meeting is as follows:

1. acknowledgement of the resolutions taken by the board of directors of the Company on October 29, 2010 and the merger proposal adopted by the board of directors of the Company on October 29, 2010 and published in the Mémorial C, Sociétés et Associations, number 2466, dated November 16, 2010, page 118353 (the Merger Proposal);

2. approval of the merger between the Company, Rogiervest Holding S.A., a public company limited by shares (*société anonyme*), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 80.094 (Rogiervest) and Rianvest Holding S.A. SPF, a public company limited by shares, corporation for the management of family assets (*société anonyme, société de gestion de patrimoine familial*), incorporated under the laws of the Netherlands Antilles, whose registered office, principal establishment and central administration was transferred from Curaçao, the Netherlands Antilles, to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg without being dissolved but with full corporate and legal continuance, pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated June 30, 2010 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1715, on 23 August 2010 (on page 82287) and which is now existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B154.311 (Rianvest), whereby following their dissolution without liquidation, Rogiervest and the Company will transfer to Rianvest all of their assets and liabilities in accordance with Article 274 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), as described in the Merger Proposal (the Merger);

3. acknowledgement that, as a result of the Merger, Rianvest will receive all assets and liabilities of the Company and Rogiervest, in accordance with the terms of Merger Proposal;

4. acknowledgement that, from an accounting point of view, the operations of the Company and Rogiervest will be treated as having been carried out on behalf of Rianvest as from September 30, 2010;

5. acknowledgement that the Merger will only be effective vis-à-vis third parties after the publication of the present deed, as prescribed by Article 9 of the Law;

6. acknowledgement that the books, records, files and other documents of the Company and Rogiervest will be kept at the registered office of Rianvest during the legal period of five years;

7. granting of special proxies; and

8. miscellaneous.

II. The sole shareholder of the Company has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge the resolutions taken by the board of directors of the Company on October 29, 2010 and the adoption of the Merger Proposal.

Second resolution

The sole shareholder resolves to approve the Merger, as described in the Merger Proposal.

Third resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge that, as a result of the Merger, Rianvest will receive all assets and liabilities of the Company and Rogiervest, in accordance with the Merger Proposal.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge that, from an accounting point of view, the operations of the Company and Rogiervest will be treated as having been carried out on behalf of Rianvest as from September 30, 2010.

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge that the Merger will only be effective vis-à-vis third parties after the publication prescribed by Article 9 of the Law.

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge that the books, records, files and other documents pertaining to the Company and Rogiervest will be kept at the registered office of Rianvest during the legal period of five years.

Seventh resolution

The sole shareholder resolves to empower and authorise each of Mr. Hans de Graaf, Mrs. Nancy Bleumer and Ms. Monique Juncker, acting individually, with full power of substitution, to execute any agreements or documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the Merger.

Statement

The undersigned notary states, in accordance with article 271(2) of the Law, that he has verified and certified the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the Merger Proposal.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or ex-penses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, such person signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-septième jour de décembre,

Par-devant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

L'actionnaire unique de Eleonora Holding S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg (la Société).

Constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, alors notaire de résidence à Mersch en date du 19 juillet 1989, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°463 du 17 novembre 1994,

L'Assemblée est présidée par Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Président).

Le Président nomme comme secrétaire de l'assemblée (le Secrétaire) et l'Assemblée choisit Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur de l'assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont ensemble désignés ci-après comme le Bureau.

L'actionnaire unique de la Société représenté à cette assemblée et le nombre d'actions de la Société qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal après avoir été signée par le représentant de l'actionnaire unique et les membres du Bureau.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. prises d'acte des décisions du conseil d'administration de la Société du 29 octobre 2010 et du projet de fusion adopté par le conseil d'administration de la Société le 29 octobre 2010 et publié au Mémorial C, Sociétés et Associations, numéro 2466 daté du 16 novembre 2010, page 118353 (le Projet de Fusion);

2. approbation de la fusion entre la Société, Rogiervest Holding S.A., une société anonyme existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80.094 (Rogiervest) et Rianvest Holding S.A. SPF, une société anonyme, société de gestion de patrimoine familial constituée selon les lois des Antilles Néerlandaises, dont le siège social, le principal établissement et l'administration centrale ont été transférés de Curaçao, les Antilles Néerlandaises à la Ville de Luxembourg sans dissolution mais au contraire avec pleine continuité légale et sociale, en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, du 30 juin 2010, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1715 du 23 août 2010 (page 82287) et qui existe à l'heure actuelle selon les lois du Grand Duché de Luxembourg avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.311 (Rianvest), par laquelle suivant leur dissolution sans liquidation, la Société et Rogiervest transféreront à Rianvest tous leurs actifs et passifs conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion);

3. prise d'acte que, en conséquence de la Fusion, Rianvest recevra tous les actifs et passifs de la Société et Rogiervest conformément aux modalités du Projet de Fusion;

4. prise d'acte que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société et Rogiervest seront traitées comme ayant été effectuées pour le compte de Rianvest à compter du 30 septembre 2010;

5. prise d'acte que la Fusion ne sera effective vis-à-vis des tiers qu'après la publication du présent acte, tel que le prévoit l'Article 9 de la Loi;

6. prise d'acte que les livres, registres, dossiers et autres documents de la Société et Rogiervest seront conservés au siège social de Rianvest durant la période légale de cinq ans;

7. octroi de procurations spéciales; et

8. divers.

II. L'actionnaire unique de la Société a pris des décisions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de prendre acte des décisions du conseil d'administration de la Société du 29 octobre 2010 et de l'adoption du Projet de Fusion.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide d'approuver la Fusion telle que décrite dans le Projet de Fusion.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de prendre acte que, en conséquence de la Fusion, Rianvest recevra tous les actifs et passifs de la Société et Rogiervest conformément au Projet de Fusion.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide de prendre acte que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société et Rogiervest seront traitées comme ayant été effectuées pour le compte de Rianvest à compter du 30 septembre 2010.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique décide de prendre acte que la Fusion ne sera effective vis-à-vis des tiers qu'après la publication du présent acte tel que le prévoit l'Article 9 de la Loi.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide de prendre acte que les livres, registres, dossiers et autres documents de la Société et Rogiervest seront conservés au siège social de Rianvest durant la période légale de cinq ans.

Septième résolution

L'actionnaire unique décide de donner pouvoir et d'autoriser chacun de M. Hans de Graaf, Mme Nancy Bleumer et Mme Monique Juncker, agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, d'exécuter tous contrats ou documents et d'accomplir toutes les actions et les formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en relation avec la Fusion.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte est estimé à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Le notaire, qui parle et comprend l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de l'acte aux membres du bureau, ils ont signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58414. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): p.d. T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Référence de publication: 2011020180/179.

(110023430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Miroglio Finance Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIROGLIO FINANCE SERVICES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011039224/11.

(110043941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Miroglio Finance Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.911.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée générale ordinaire tenue de manière anticipée le 17 mars 2011 décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2011 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable, 1, Rue Pletzer, L - 8080 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

MIROGLIO FINANCE SERVICES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011039225/15.

(110043944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Miroglio Spinning S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.908.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIROGLIO SPINNING S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011039226/11.

(110043942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Miroglio Spinning S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.908.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée générale ordinaire tenue de manière anticipée le 17 mars 2011 décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2011 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable, 1, Rue Pletzer, L - 8080 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

MIROGLIO SPINNING S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011039227/15.

(110043947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

PFA, Paddock Fund Administration S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 147.823.

L'an deux mille onze, le premier février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "Paddock Fund Administration S.A.", en abrégé "PFA", établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147823 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 10 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1834 du 22 septembre 2009.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Changement de l'année fiscale de la Société qui courra désormais du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année;
2. Modification subséquente de l'article 15 des statuts;
3. Déclaration que l'année sociale en cours qui a débuté le 1^{er} juillet 2010 se terminera exceptionnellement le 31 décembre 2011 au lieu du 30 juin 2011;
4. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra désormais le 4^{ème} vendredi du mois de mai à 14.00 heures;
5. Modification subséquente du 2^{ème} alinéa de l'article 14 des statuts;
6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer l'année fiscale de la Société de sorte qu'elle courra désormais du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année et de modifier subséquemment l'article 15 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 15.** L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année."

Deuxième résolution

L'assemblée déclare que l'année sociale en cours sera prolongée de six (6) mois, de sorte que cette même année sociale, ayant débuté le 1^{er} juillet 2010, se terminera exceptionnellement le 31 décembre 2011 au lieu du 30 juin 2011.

Troisième résolution

L'assemblée de changer la date de l'assemblée générale annuelle de sorte qu'elle se tiendra dans l'avenir le 4^{ème} vendredi du mois de mai à 14.00 heures et de modifier conséquemment le deuxième alinéa de l'article 14 des statuts comme suit:

" **Art. 14. (deuxième alinéa).** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 4^{ème} vendredi du mois de mai à 14.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation."

Quatrième résolution

L'assemblée déclare, qu'en conséquence de ce qui précède, la première assemblée générale annuelle sera tenue le 25 mai 2012.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, la Présidente ajourne l'assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 février 2011. LAC/2011/5659. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011021203/69.

(110025643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Miroglio Textiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 138.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIROGLIO TEXTILES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011039228/11.

(110043943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Module S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 123.771.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.03.2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011039230/12.

(110044008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Prize Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.481.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 17 février 2011

Est nommé nouveau gérant de l'Investisseur avec effet au 25 février 2011, pour une durée indéterminée, Monsieur Godfrey ABEL, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 mars 2011.

Référence de publication: 2011039280/12.

(110043495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.
